

Nouvelles pratiques sociales



Jean-Marc Gareau, *Le programme économique de Pointe-Saint-Charles 1983-1989. La percée du développement économique communautaire dans le Sud-Ouest de Montréal*, Montréal, Institut de formation en développement économique communautaire, (IFDEC), 1990, 33 p.

Christian Jetté

Volume 4, numéro 1, printemps 1991

Coopération internationale : nouveaux défis

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301133ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301133ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jetté, C. (1991). Compte rendu de [Jean-Marc Gareau, *Le programme économique de Pointe-Saint-Charles 1983-1989. La percée du développement économique communautaire dans le Sud-Ouest de Montréal*, Montréal, Institut de formation en développement économique communautaire, (IFDEC), 1990, 33 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 4(1), 219–222.
<https://doi.org/10.7202/301133ar>

*Le programme
économique de Pointe-
Saint-Charles
1983-1989
La percée
du développement
économique communautaire
dans le Sud-Ouest
de Montréal*

*Jean-Marc GAREAU
Montréal, Institut de formation
en développement économique communautaire
(IFDEC) 1990, 33 p.*

Dans un contexte de précarité économique où le chômage fait des ravages, un nombre croissant de communautés s'en remet à l'initiative locale pour tenter d'apporter des solutions concrètes et durables aux problèmes engendrés par la faiblesse de leur infrastructure économique. Les stratégies économiques «classiques» ayant maintes fois fait la preuve de leur incapacité à venir en aide aux populations marginalisées, certains ont cherché ailleurs les pistes pouvant mener au relèvement de ces communautés. Le Programme économique de Pointe-Saint-Charles (PEP) s'inscrit dans le cadre de cette recherche de solutions et propose aux lecteurs, par l'entremise

d'une publication conçue sous les auspices de l'IFDEC, des avenues originales pour ceux et celles qui désirent en connaître un peu plus sur le développement économique communautaire.

Le texte de Jean-Marc Gareau relate les moments les plus significatifs de l'émergence de cette première Corporation de développement économique communautaire (CDEC) à Montréal ainsi que les principales phases de son évolution ayant mené, à terme, à la transformation de l'organisme en une nouvelle entité maintenant connue sous le nom du Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest (RESO). L'histoire du PEP recoupe celle de la percée du développement économique communautaire dans tout le Sud-Ouest de Montréal: des premières tentatives de relance économique initiées par la Clinique de Pointe-Saint-Charles et le YMCA au début des années 80 jusqu'à la création du RESO en 1989. C'est également l'histoire qui s'intercale entre la période de «vaches maigres» et de remise en question du milieu des années 80 et l'année 1990 marquée par l'obtention de subventions totalisant plus de 5 millions \$ en provenance de différents paliers de pouvoir public.

La première partie du document de Gareau trace un tableau de la situation socio-économique de Pointe-Saint-Charles et met en perspective le contexte ainsi que les conditions objectives ayant mené à la création du PEP en 1984. La mission du PEP, soit celle définie à l'origine, sera de permettre «[...] à la population de Pointe-Saint-Charles d'entreprendre le développement économique communautaire du milieu pour améliorer ses conditions de vie» (p. 7).

Le deuxième chapitre est consacré au développement de l'organisme ainsi qu'aux diverses phases d'évolution du PEP au cours des années 80. Les premières années (1984-1986) témoignent d'une recherche constante des intervenants dans le but d'approfondir leurs connaissances du milieu pour être en mesure d'agir plus efficacement sur la «situation problème». C'est une période vouée à la cueillette des données et à l'analyse de la situation. La période 1987-1988 se caractérise par une expansion tous azimuts de l'organisme. C'est aussi une période de consolidation pour le PEP qui peut dorénavant compter sur un plan de financement de trois ans de l'OPDQ et sur l'appui d'un conseil d'administration plus enclin à la participation des entreprises locales et à l'expertise économique.

Enfin, la dernière phase de développement du PEP (1989) se présente comme une année charnière où l'acceptation des recommandations du Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi dans le Sud-Ouest de Montréal (CREESOM) par les pouvoirs publics va finalement permettre

la création du RESO¹ et un accroissement considérable des ressources disponibles en vue d'intervenir plus efficacement sur le territoire. C'est la consécration du travail acharné des intervenants du milieu qui disposent maintenant d'un budget de plus de 5 millions \$ pour les cinq prochaines années et qui, du même coup, étendent leur action à tout le territoire du Sud-Ouest.

En guise de conclusion, Jean-Marc Gareau propose dix leçons à retenir pour mener à bien une intervention de type communautaire dans le champ de l'économie locale. Il met en garde le lecteur, cependant, contre toute tentative de transposition directe de la formule mise en application par le PEP dans le quartier de Pointe-Saint-Charles. Chaque communauté, selon lui, a ses propres spécificités qui, règle générale, s'accommodent mal des velléités globalisantes d'un modèle universel. Toutefois, l'expérience du PEP permet de dégager certains principes directeurs qui peuvent guider les particuliers et les communautés intéressées par le DEC. L'ouvrage se termine par deux annexes. L'une décrit schématiquement les quatre phases du développement économique communautaire au PEP; l'autre explique les sept composantes du développement économique.

Le texte de Gareau m'apparaît comme le fruit d'un excellent travail de synthèse et de vulgarisation par rapport à un sujet qui, bien souvent, rebute les non-initiés en la matière. Il a une valeur didactique certaine pour peu qu'on ne s'attende pas à y trouver une analyse profonde et exhaustive des concepts sociologiques et économiques liés à la mise en œuvre de l'action dans le domaine du DEC. Mais là n'était pas le but de cet exercice formateur.

Incidentement, les pratiques sociales liées au domaine économique sont trop souvent perçues d'un œil distrait par les praticiens du social enclins à considérer l'émergence de ce nouveau champ de pratique comme tenant plus d'un «à-côté» du véritable travail social au lieu de le reconnaître comme l'indice d'un stimulant renouvellement des pratiques sociales. Ce mythe de la pureté du social qu'on doit protéger des souillures de l'activité économique a été entretenu par un fort courant idéologique durant les années 70. Toutefois, il ne résiste pas à l'analyse dans un contexte où la détérioration des conditions de vie des plus démunis ne cesse de s'aggraver. En effet, comment prétendre intervenir de façon significative sur des problématiques telles que le chômage, l'employabilité ou la pauvreté, si l'on ne possède pas, au départ, une volonté ferme d'être présent et

1. À l'assemblée annuelle des membres, en septembre 1989, le PEP modifie son nom et devient le RESO.

d'agir en ce domaine? En outre, cette résolution se doit d'être appuyée d'une solide formation pour les intervenants relative aux diverses composantes de nature économique inscrites au cœur même de ces problématiques.

Le texte de Jean-Marc Gareau est un premier pas vers l'articulation d'une pratique communautaire intégrant à la fois le social et l'économique. Il faut saluer une telle initiative et espérer qu'elle suscitera, notamment dans les milieux de formation et d'action sociales, un éveil aux nouvelles pratiques sociales issues de la conjoncture socio-économique des années 90, chez ceux et celles qui s'intéressent de près ou de loin aux conditions de vie des populations marginalisées.

Christian JETTÉ
Étudiant au baccalauréat en travail social
Université du Québec à Montréal